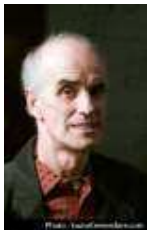
RENDONS JUSTICE À JOSEPH GUIBORD



de Gaëtan Dostie
président fondateur
Médiathèque littéraire
Gaëtan Dostie

À la veille de la Confédération, alors que les négociations de Charlottetown en 1864 confirment aux futures provinces la responsabilité de l'éducation et de la santé, là où circule l'argent de notre petite communauté française, les membres de l'Institut Canadien de Montréal constituent la résistance la plus efficace contre la Confédération: ils demandent un référendum!

À l'Institut, il y a par ailleurs 33 ans de silence littéraire entre la première œuvre produite en 1830 par Ludger Duvernay (dont les Britanniques détruisent l'imprimerie en 1837) et la parution en 1863 de *La Voix d'un exilé*, un long poème anti-confédération écrit par un membre de cet Institut, Louis Fréchette. Depuis la cession du Canada par la France, le clergé québécois contrôle cette source intarissable de dépenses et revenus que sont les soins de santé et l'éducation; depuis longtemps, leurs négociations et leur compromission avec les autorités britanniques leur permettent de gérer le pactole « catholique » des francophones au point que hors de l'Église, point d'éducation en français, ni de soins dans leurs hôpitaux.

L'ultramontain Ignace Bourget se procure des annuaires de l'Institut Canadien où sont répertoriés les livres de la bibliothèque : il y trouve des publications dont la lecture est interdite aux catholiques. Il se rend au Vatican, fait mettre à l'Index l'annuaire même de l'Institut et revient en excommunier tous ses membres. Ainsi furent décapités, discrédités, tous les opposants à la Confédération : il n'y eu nul référendum. La mainmise et la collaboration du haut-clergé seront absolues jusqu'à la révolution dite « tranquille ». Bourget fut un rouage efficace à la ghettoïsation des francophones du Canada, à la satisfaction des héritiers de Lord Durham!

Joseph Guibord mort au moment de cet odieux geste politico-religieux était l'imprimeur de l'Institut. Son travail fut l'objet d'un autodafé religieux: tous ses ouvrages furent détruits, jusqu'au « Répertoire national » de James Huston, coupable d'en être membre. Le président, Louis-Antoine Dessaulles finit ses jours en exil en France et fut la honte de sa famille. Joseph Doutre se fit enterré au cimetière protestant. Louis-Joseph Papineau refusa les derniers sacrements et se construisit une chapelle funéraire à Montebello. L'Institut lui-même s'éteignit.

Ignace Bourget célébra la disparition de son adversaire à sa façon: « Ne faites pas votre tête à Papineau, pérora-t-il. Voilà un homme qui était l'intelligence de son temps et qui est maintenant en enfer. Ne faites pas votre tête à Papineau! »
Nous avons maintenant à assumer notre histoire, à rendre justice à ces merveilleux oubliés.

Rectifions ce fantôme travestissement sans racine, ce nom de rue Gilford sans signification sinon c'est le déni de notre combat pour la liberté d'expression qui s'est beaucoup joué sur le Plateau Mont-Royal alors et maintenant. Redonnons à Joseph Guibord sa place au milieu des siens, sa rue, la noblesse à son travail et à sa mémoire.
L'œuvre de pionnier de l'Institut Canadien de Montréal doit être respecté. Nous leur sommes redevables des premières victoires pour la liberté d'expression des Québécois : les imprimeurs en furent les artisans essentiels.
Merci Joseph Guibord!